

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIXIS COFICINE

Société anonyme au capital de 6.251.350 euros
Siège social : 6, rue de l'Amiral Hamelin - 75116 PARIS
552 000 846 RCS PARIS

**Comptes annuels au 31 décembre 2023
approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 3 mai 2024.****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIXIS COFICINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Procédures convenues à certaines données utilisées pour le calcul des contributions ex ante 2024 au Fonds de Résolution Unique.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	
Risque identifié	Réponse des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>Le portefeuille net de prêts et créances à la clientèle de Natixis Coficiné s'élève à 860 millions d'euros au 31 décembre 2023. Ces prêts et créances sont évalués en réescompte. Les encours identifiés individuellement comme sensibles, douteux ou contentieux font l'objet d'un provisionnement individuel. Comme indiqué en note 2.D de l'annexe aux comptes, les provisions individuelles sont calculées et déterminées par la direction « à dire d'expert » sur la base d'examen réguliers de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Le risque collectif est appréhendé par une approche statistique fondée sur l'analyse des volumes de pertes historiques du portefeuille de financement qui donne lieu à la comptabilisation d'une provision collective, sur l'ensemble du portefeuille de crédits sains, comme précisé en note 2.E de l'annexe aux comptes.</p> <p>Au regard de la matérialité du portefeuille de prêts et créances à la clientèle dans les états financiers et des zones de jugement de la direction qui interviennent dans la détermination des dépréciations afférentes, nous avons considéré que ces dépréciations constituaient une zone de risque particulière et un point clé de l'audit. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 6,7 M€ pour un encours net de 860 M€ au 31 décembre 2023. Le coût du risque sur l'exercice 2023 s'élève à - 37 k€. Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.D, 2.E, 3.3.1 et 3.4.1 à 3.4.3 de l'annexe.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles relatif au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle ou collective.</p> <p>Pour les provisions individuelles, nos travaux ont consisté à apprécier la qualité (i) du dispositif de suivi et d'identification des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, (ii) du processus de revue de crédits, (iii) du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions individuelles.</p> <p>Pour les provisions collectives, nous avons revu la méthodologie appliquée pour déterminer le niveau de provisionnement et nous nous sommes assurés de la permanence de la méthode appliquée dans sa détermination.</p> <p>Nous avons également vérifié que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note « D – Créances sur établissements de crédit et de la clientèle » des principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIXIS COFICINE par l'assemblée générale du 1^{er} juin 1995 pour Deloitte & Associés et par celle du 30 juin 2014 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, Deloitte & Associés était dans la 28^{ème} année de sa mission sans interruption et Mazars dans la 9^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La-Défense, le 18 avril 2024
Les commissaires aux comptes

Mazars
Paul-Armel JUNNE

Deloitte & Associés
Anne-Elisabeth PANNIER

BILAN au 31/12/2023 (en €)

ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
Caisses, Banque de France, CCP	72	32
Banques & Etablissements de crédit	5 370 263	12 121 463
Crédits à la Clientèle	860 003 783	825 973 248
Portefeuille titres	826 360	827 991
Crédit bail mobilier	7 715 973	7 954 930
Immobilisations	620 207	914 564
Autres actifs	637 924	941 631
Comptes de régularisation	2 054 006	1 166 658
TOTAL ACTIF	877 228 587	849 900 517
HORS BILAN - Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	198 558 282	210 706 739
PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Banques & Etablissements de crédit	797 175 466	792 349 540
Opérations avec la clientèle	3 482 959	6 060 625
Autres passifs	2 765 640	3 769 985
Comptes de régularisation	40 598 525	14 951 365
Provisions pour risques et charges	1 105 562	1 090 535
FRBG et provisions réglementées	3 048 980	3 048 980
Capitaux propres hors FRBG	29 051 456	28 629 485
Capital social	6 251 350	6 251 350
Réserve légale	625 135	625 135
Report à nouveau	11 063 191	11 016 040
Résultat de la période	11 111 780	10 736 960
TOTAL PASSIF	877 228 587	849 900 517
HORS BILAN - Engagements donnés		
Engagements de financement	258 001 038	262 667 402
Engagements de garantie	259 904	3 420 667

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2023 (en €)

	31/12/2023	31/12/2022	Variation	
			Valeur	Pourcentage
Intérêts, commissions et produits assimilés	52 732 059	32 059 193	20 672 865	64,5 %
Intérêts, commissions et charges assimilées	-28 536 300	-7 015 324	-21 520 976	306,8 %
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	3 126 587	2 625 404	501 183	19,1 %
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-2 887 365	-2 256 897	-630 469	27,9 %
Revenus des titres à revenu variable	997 481	400 042	597 439	149,3 %
Autres produits d'exploitation bancaire	194 611	138 682	55 929	40,3 %
Autres charges d'exploitation bancaire	-237 474	-136 454	-101 020	74,0 %
PRODUIT NET BANCAIRE	25 389 598	25 814 647	-425 049	-1,6 %
Autres produits d'exploitations non bancaires				
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-308 181	-313 114	4 933	-1,6 %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	14 787 262	15 178 236	-390 975	-2,6 %
Coût du risque	-37 309	-648 842	611 533	-94,2 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	14 749 953	14 529 394	220 559	1,5 %
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0	0	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	14 749 953	14 529 394	220 559	1,5 %
Résultat exceptionnel	11 100	-3 407	14 507	
Impôt sur les sociétés	-3 649 273	-3 789 027	139 754	-3,7 %
RESULTAT NET	11 111 780	10 736 960	374 820	3,5 %

ANNEXE

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié par le règlement n° 2023-03 du 7 juillet 2023 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Identité de la société consolidant les comptes de la société

Notre société est consolidée par intégration globale dans les comptes de NATIXIS Siège social : 30, avenue Mendès France 75013 Paris.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de la société. Elle comporte des éléments d'information complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils aient une importance significative.

Les états financiers de l'annexe sont présentés en euros.

1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Evénements post clôture

Néant

2 Principes, règles et méthodes comptables

La présentation des états financiers au 31 décembre 2023 est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, modifié par le règlement n° 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, relative aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire.

Le règlement 2002-10 relatif aux amortissements et dépréciation d'actifs a été appliqué de manière rétrospective pour la première fois en 2005. Aucune provision pour grosse réparation n'a été comptabilisée sur les immobilisations d'exploitation.

Le règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 modifie le règlement 2014-03 relatif au Plan Comptable Général suite à la transposition de la Directive européenne 2013/04/UE. Les modifications portent essentiellement sur la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial, et le mali technique de fusion.

L'Autorité des normes comptables (ANC) du 7 juillet 2023 a adopté le règlement n° 2023-03 modifiant plusieurs règlements en vue de les mettre à jour des modifications apportées au plan comptable général par le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers

Les états financiers ont par ailleurs été établis selon les dispositions applicables aux établissements financiers dans le respect des règles de la réglementation bancaire, du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les charges et les produits sont enregistrés prorata temporis. Les produits ou charges constatés d'avance ou à payer sont inscrits au bilan aux comptes de régularisation ou comptes d'ordre.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des logiciels acquis sont calculés de façon linéaire sur 12 mois à compter de leur date d'utilisation pour les acquisitions antérieures au 01/01/2003. A compter du 01/01/2004, les acquisitions de logiciels d'une valeur supérieure à 15.000 € sont amorties de façon linéaire sur une durée de 3 ans.

B Immobilisations corporelles

Il convient de distinguer, les immobilisations propres à l'exploitation de la société des immobilisations louées en crédit bail mobilier, dans le cadre de notre activité financière.

Dans tous les cas les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

- Immobilisations propres à l'exploitation :

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif pour les biens qui ouvrent droit à ce régime en fonction de la durée probable d'utilisation, dont les principes sont les suivants :

. Constructions

- Fondations	45 ans
- Façades	25 ans
- Couvertures	30 ans
- Equipements techniques	15 ans
- Aménagements intérieurs	10 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Mobilier (neuf)	10 ans
- Matériel (neuf)	2 à 5 ans
- Mobilier et matériel d'occasion	1 à 3 ans

- Immobilisations destinées à la location avec option d'achat (crédit bail mobilier) :

La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Pour tous les dossiers de crédit bail, l'amortissement fiscal retenu est égal à l'amortissement financier des contrats.

La valeur nette des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.

La dotation minimum aux amortissements lie la valeur nette comptable des immobilisations à l'encours financier des contrats. La dotation supérieure à ce minimum constitue une réserve latente. Si cette dernière s'avère négative, une provision est inscrite dans les comptes.

Les immobilisations temporairement non louées (ITNL) consécutives à une défaillance de l'emprunteur sont en cours de récupérations pour leur revente future et sont maintenues à l'actif du bilan jusqu'à leur revente. Elles sont enregistrées à leur valeur nette comptable au moment de la rupture du contrat. Lorsque leur valeur d'évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable, il est comptabilisé une dépréciation d'actif.

C - Portefeuille de titres.

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles Natixis dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de Natixis Coficiné.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêt ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation.

La dépréciation se fait par voie de provision dès lors que leur valeur d'utilité ou valeur estimative est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de différents critères tels que : la quote-part de la situation nette éventuellement corrigée des plus ou moins values latentes sur actif ou, de leur valeur de rentabilité.

Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :

- les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale ;
- les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus ;
- les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :
 - en produit net bancaire pour les titres de placement,
 - en coût du risque pour les titres à revenus fixe classés en portefeuille de placement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,
 - en gains ou pertes sur actifs immobilisés pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances autres que celles représentées par un titre, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle englobent les prêts distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles représentées par un titre, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées en fonction de la nature des concours (comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'export, prêts subordonnés...).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode actuarielle au taux d'intérêt effectif, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Une distinction est opérée entre les crédits sains et les crédits douteux. Le règlement CRC 2002-03 prévoit le classement des créances en quatre catégories : créances saines, créances douteuses ordinaires, créances douteuses compromises et créances restructurées.

Sont considérées comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable la non perception par Natixis Coficiné de tout ou partie des sommes dues par les contreparties au titre des engagements qu'elles ont souscrits. Il s'agit des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. En particulier, les crédits présentant des échéances impayées depuis trois mois au moins sont classés dans les encours douteux.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée et les créances classées en douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage en perte est envisagé.

Cas particulier des créances restructurées en raison de la situation financière du débiteur

Les encours restructurés correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis Coficiné lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours restructurés résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les restructurations doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une restructuration n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

Dépréciations individualisées

Lorsqu'il survient un risque de non-recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciation de créances douteuses ou pour risques sont dotées au compte de résultat.

Les provisions sont déterminées par la Direction Générale sur la base : d'examen périodiques de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour l'appréciation de ces provisions il est tenu compte des garanties bancaires attachées à ces créances.

La charge nette de l'exercice au titre de ces risques est inscrite en compte de résultat au poste " Coût du risque ".

L'existence d'intérêts échus impayés depuis plus de trois mois donne lieu au déclassement en créances douteuses non compromises de tous les concours de crédits afférents au client considéré et au provisionnement à 100 % des intérêts impayés. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur. En application de la réglementation bancaire :

- les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés sous cette rubrique lors de leur encaissement ;
- les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également dépréciés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement ;
- par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à déprécier le risque en capital.

Les dotations et reprises de dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses enregistrées dans le PNB.

Provisions pour dépréciation d'actif :

- les dépréciations sur créances et toutes autres provisions affectées à des actifs sont inscrites en déduction des postes d'actif concernés.
- Le montant des dépréciations est calculé par différence entre la valeur brute comptable de la créance et les sommes estimées recouvrables (y compris les flux résultant de la réalisation des garanties).
- Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte sous la forme de provisions au passif du bilan.

Dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Les actifs financiers ne présentant pas de risque de crédit individuellement affecté sont inclus dans des groupes d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires.

Des portefeuilles d'actifs homogènes sont constitués et inclus dans l'assiette provisionnable des encours sains relatifs à des secteurs d'activité pour lesquels la situation économique laisse présager des difficultés.

Pour chacun de ces groupes, il est recherché l'existence d'un indice objectif de dépréciation reposant sur des données observables indiquant une diminution probable des flux de trésorerie recouvrables estimés pour ce groupe d'actifs. Si un indice objectif de dépréciation est observé, alors les encours formant ce groupe d'actifs font l'objet de la comptabilisation d'une dépréciation collective constatée au passif du bilan. Un actif appartenant à ce groupe qui viendrait à être provisionné de manière individuelle (risque affecté individuellement) est exclu de l'assiette de calcul de la dépréciation collective. Le provisionnement du risque collectif se base sur des combinaisons d'indices propres au secteur (croissance du secteur, trésorerie des entreprises du secteur, etc.).

Opérations de crédit bail

Les opérations de crédit bail sont classées dans une rubrique spécifique pour leur encours déterminé selon les principes de la comptabilité financière.

Opérations de hors bilan

Les prêts consentis de façon irrévocable, mais qui n'ont pas encore donné lieu à des mouvements de fonds, sont enregistrés en hors bilan dans la catégorie " Engagements de financement ".

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent les ouvertures de crédits confirmés autres que des établissements de crédit.

Les engagements de garantie en faveur de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit.

E - Provisions

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sur engagement par signature ou sur litiges figurent en provisions pour risques et charges, elles couvrent les risques identifiés par la société dès lors que le risque est certain ou probable. En effet, leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions au passif concernent les engagements sociaux et les dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement.

F - Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

G - Dettes subordonnées

Le poste est de 0 € à fin 2023.

H - Créances, dettes et engagements libellés en devises

Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont valorisés à chaque arrêté et à la clôture de l'exercice aux cours indicatifs de la Banque de France. Les gains et pertes de change résultant de cette évaluation, qu'ils soient latents ou réalisés, sont comptabilisés au compte de résultat.

I - Passif éventuel

Aucun passif éventuel n'est à signaler.

J - Fonds pour Risques Bancaires Généraux " F.R.B.G " :

Le fonds pour risques bancaires généraux est doté sur décision des dirigeants, en vue de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire. En aucun cas il ne couvre des risques identifiés, lesquels font l'objet de provisions spécifiques. Les dotations au FRBG ont supporté l'impôt car celles-ci ne sont pas déductibles fiscalement.

K - Impôts sur les sociétés et fiscalité latente

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25 % ; depuis le 1^{er} janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation à l'impôt sur les sociétés d'une quote-part de frais et charges de 12 % sur le montant des plus-values brutes, soit un taux effectif de 4,13 %. S'y ajoute :

o une Contribution Sociale sur les Bénéfices égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000 ;

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés à hauteur de 99 %.

La charge d'impôts inclut l'impôt dû au titre de l'exercice et la contribution sociale, exception faite de l'IFA passé en charge du compte d'exploitation.

Le montant des charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés se monte en 2023 à 372,7 K€.

La fiscalité latente est constituée de réintégrations temporaires dont l'impôt est supporté l'année du paiement.

L - Refinancement

La quasi-totalité de notre refinancement est assuré par NATIXIS conformément aux décisions de comité des filiales par découvert ou tirages sur le marché.

Les facilités de lignes sont révisées, sauf besoin particulier ou urgence de la demande, tous les ans.

M - Avantages du personnel

Les avantages dont bénéficie le personnel sont comptabilisés par Natixis Coficiné. Le montant de la provision comptabilisée au bilan et la charge annuelle comptabilisée en frais de personnel.

N - Changement de méthode

Aucun changement de méthode comptable n'a eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2023.

O - Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Les contributions au titre du fonds de garantie des dépôts et de résolution peuvent être versées sous la forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan et de cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts, taxes et contributions réglementaires » parmi les autres charges d'exploitation

Pour l'exercice 2023, le montant des contributions versées par Natixis Coficiné représente 467.987,47 €, dont 362.690,29 € comptabilisés en charges et 105.297,18 € sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) garantis par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan (la part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds garantis par des dépôts espèces jusqu'en 2022 et 22,5 % pour la contribution 2023).

Ces dépôts sont rémunérés à €ster - 20 bp. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 357.220,97 € au 31 décembre 2023.

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En Euros

3 - Etat des immobilisations	Valeur brute au 31/12/2023	Amortissements ou dépréciations	Valeur nette au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles	2 877 705	2 273 208	604 497
Terrain et construction	462 456	457 809	4 647
Autres immobilisations corporelles	337 460	326 398	11 062
Immobilisations crédit bail	12 631 334	4 915 362	7 715 973
Portefeuille titres	826 360	0	826 360

3.1 - Détail des immobilisations	Valeur brute au 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Valeur brute au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Droits licences	2 877 705			2 877 705
Immobilisations en cours	0			0
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autrui	462 456			462 456
Autres immobilisations corporelles	323 635	13 825		337 460
Total immobilisations corporelles	786 091	13 825	0	799 916
Immobilisations propres à l'exploitation	3 663 796	13 825	0	3 677 621
Immobilisations Crédit-bail				
Crédit bail mobilier	11 328 471	2 662 000	1 359 137	12 631 334
Immobilisations crédit bail	11 328 471	2 662 000	1 359 137	12 631 334

Immobilisations Financières	Valeur brute au 31/12/2022	Entrées 2023	Sorties 2023	Valeur brute au 31/12/2023
Participations	827 991		1 631	826 360
Total immobilisations financières	827 991	0	1 631	826 360
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 820 259	2 675 825	1 360 768	17 135 315

3.2 - Détail des amortissements	Amortis. cumulés au 31/12/2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortis. cumulés au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles	1 970 960	302 247		2 273 208
Immobilisations corporelles				
Constructions	457 037	771		457 809
Autres immobilisations	321 235	5 163		326 398
Immobilisations louées - Crédit bail	3 373 542	2 887 365	1 345 546	4 915 362
Total des amortissements	6 122 774	3 195 547	1 345 546	7 972 776

3.3.1 ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (en euros)

	Provisions au 31/12/2022	Dotations 2023	Reprises 2023	Provisions au 31/12/2023
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques clients	833 017			833 017
Provision pour indemnités de fin de carrière	257 518	15 026		272 545
Sous total	1 090 535	15 026	0	1 105 562
Provisions pour dépréciation				
Sur créances	6 532 479	637 998	1 201 335	5 969 141
Sur créances rattachées	914 898	144 722	302 400	757 220
Sous total	7 447 377	782 720	1 503 736	6 726 361
Totaux	8 537 912	797 746	1 503 736	7 831 923

Coût du risque	Charges	Produits
Provision pour dépréciation	637 998	1 201 335
Provision pour risques	0	0
Pertes couvertes par des provisions	631 413	
Pertes et Produits sur créances		30 766
Totaux	1 269 410	1 232 102
	37 309	

3.3.2 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) (en euros)

	Provisions au 31/12/2022	Dotations 2023	Reprises 2023	Provisions au 31/12/2023
Provision F.R.B.G	3 048 980			3 048 980
La dotation au FRBG a supporté l'impôt				

3.4.1 VENTILATION DES CREANCES SELON LEUR DUREE RESIDUELLE

	Encours Brut	D<=3 mois	3 m<D<=1 a	1 a <D<= 5 a	Plus 5 ans	Dépréciation	Total au 31/12/23	Total au 31/12/22
Créances sur les établissements de crédit et les banques	5 370 263	5 370 263					5 370 263	12 121 463
Crédits à la clientèle	845 610 795	54 856 776	246 847 045	509 244 547	34 662 427		845 610 795	805 298 938
Créances rattachées	1 028 995	1 028 995					1 028 995	1 007 690
Créances sur opérations de crédit bail - encours financier	7 381 109	419 622	309 617	6 651 870	0		7 381 109	7 464 160
Créances rattachées	0						0	0
Créances douteuses	19 321 451	9 036 318	2 481 660	2 123 531	5 679 942	-5 969 141	13 352 310	19 114 325
Créances douteuses rattachées	768 903	768 903				-757 220	11 683	34 854
Créances douteuses sur crédit bail	329 022	329 022					329 022	517 440
Créances rattachées	0						0	0

3.4.2 VENTILATION DES CREANCES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Industrie Culturelle	Total au 31/12/23
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit bail)	431 562 319	350 914 932	39 770 547	20 854 772	9 889 334	852 991 904
Créances douteuses Valeur brute	11 105 297	1 807 042	6 557 780	131 921	48 432	19 650 472
	442 667 616	352 721 974	46 328 327	20 986 693	9 937 766	872 642 376

3.4.3 VENTILATION DES CREANCES SELON LE SECTEUR GEOGRAPHIQUE

	France	Belgique + Luxembourg g	Italie	Angleterre	Autres pays européens	Pays Scandinave s	USA + Canada + Australie	Total au 31/12/23
Crédits à la clientèle	504 982 361	9 663 863	54 513 760	223 426 580	20 265 055	10 618 063	29 522 222	852 991 904
Créances douteuses	15 265 598	34 089	3 470 369		307 677	572 739		19 650 472
Valeur brute	520 247 959	9 697 952	57 984 129	223 426 580	20 572 732	11 190 802	29 522 222	872 642 376

3.4.4 VENTILATION DES DETTES SELON LEUR DUREE RESIDUELLE

	A 1 an au plus	1 a <D<= 5 a	Plus 5 ans	Total Au 31/12/2023	Total au 31/12/2022
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits					
découvert bancaire autorisé	37 076 007			37 076 007	45 171 175
tirages à terme	716 512 977	29 000 000	10 000 000	755 512 977	743 765 436
intérêts courus à payer	4 586 481			4 586 481	3 412 929
	758 175 466	29 000 000	10 000 000	797 175 466	792 349 540

3.5.1 AUTRES ACTIFS & PASSIFS

	Au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
	Autres Actifs	Autres Passifs	Autres Actifs	Autres Passifs
Dépôts de garantie versés	443 721		332 165	
Avance fournisseurs	8 486		9 501	
Etat - Impôts sociétés	153 145		0	
Etat - Crédit de TVA	22 249		585 612	
Débiteurs divers	10 323		14 353	
Provision charges à payer				
Personnel et comptes rattachés		2 454 672		2 401 035
Etat - Impôts société		0		514 918
Provision taxes à payer		55 339		41 168
Etat - TVA				
Créditeurs divers		255 629		812 865
Total	637 924	2 765 640	941 631	3 769 985

3.5.2 COMPTES DE REGULARISATION

	Au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Produits à recevoir				
Intérêts courus	1 813 531		900 444	
Prestation à MCI	59 480		106 708	
Autres produits à recevoir				
Charges et produits constatés d'avance				
Autres achats et charges externes	180 995		159 506	
Produits opérations clientèle		37 772 638		11 947 686
Charges à payer		2 799 182		2 974 593
Autres dettes		26 705		29 086
Total	2 054 006	40 598 525	1 166 658	14 951 365

3.5.3 ENTREPRISES LIEES

	Montant brut au 31/12/2023	Montant brut au 31/12/2022
Immobilisations financières		
Participations	823 118	823 118
Créances		
Banques et établissements de crédits	5 370 263	12 121 463
Autres débiteurs	59 480	106 708
Dettes		
Banques et établissements de crédits	792 588 984	788 936 612
Dette d'intégration fiscale	0	514 918
Autres créditeurs	20 998	570 094
Produits d'exploitation		
Produits accessoires	59 480	54 903
Produits des filiales (dividendes)	997 481	400 042
Charges d'exploitation bancaire		
Intérêts sur opérations de trésorerie	26 627 107	5 153 261
Services bancaires	18 237	23 584
Charges d'exploitation non bancaire		
Services extérieurs	441 596	698 242
NATIXIS 30, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris MEDIASTONE PARTNERS 5-7, rue de Monttessuy 75007 Paris FMCA 6, rue de l'amiral Hamelin 75116 Paris		
	SIREN Paris 542 044 524	
	SIREN Paris 349 140 962	
	SIREN Paris 413 826 801	

Notre société est consolidée par intégration globale dans les comptes de NATIXIS

3.5.4 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Montant au 31/12/2023
Produits des opérations avec la clientèle	
Intérêts et commissions	52 870 459
Opérations de crédit bail - loyers	3 126 587
Produits divers	228 383
Total	56 225 428

3.5.5 VENTILATION DES FRAIS DE PERSONNEL

	Montant au 31/12/2023
Salaires et traitements	3 028 168
Autres charges sociales	22 310
Provision sur salaires à payer	1 239 801
Charges sociales	1 731 858
Charges sur salaires à payer	235 920
	6 258 058
Intéressement et participation	6 831
Provision Intéressement à payer	403 846
Provision participation des salariés à payer	180 000
Impôts et taxes sur rémunérations	537 383
Provisions Impôts et taxes sur rémunérations à payer	117 960
Total	7 504 079

3.5.6 IMPOTS ET TAXES

	Montant au 31/12/2023
CFE et CVAE	140 771
Contribution sociale de solidarité	25 729
Autres impôts	37 786
Total	204 286

4.1 ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'analyse selon les secteurs d'activité des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Industrie Culturelle	Total au 31/12/2023	Total au 31/12/2022
Clientèle - Cautions et avals donnés	35 334	224 570				259 904	3 420 667
Ouverture de crédits à la clientèle	116 150 601	137 078 758	205 768	1 047 970	3 517 940	258 001 037	262 667 402
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	121 054 572	27 570 895	6 997 552	4 209 691	3 300 176	163 132 886	164 436 706
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	28 198 770	6 663 688	49 538	0	513 400	35 425 396	46 270 033

L'analyse selon les secteurs géographique des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	France	Belgique + Luxembourg	Italie	Angleterre	Autres pays européens	Pays Scandinave s	USA + Canada + Australie	Total au 31/12/2023
Clientèle - Cautions et avals donnés	35 334		224 570					259 904
Ouverture de crédits à la clientèle	175 832 505	5 363 118	10 656 938	42 437 424	13 015 412	2 579 606	8 116 034	258 001 037
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	130 892 979	2 489 745	28 448 783	0	355 276	678 326	267 777,00	163 132 886
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	28 391 497	1 486 837	5 395 795	12 119	11 171	97 854	30 123 00	35 425 396

4.2 ACCROISSEMENT OU ALLEGEMENT DE LA CHARGE FISCALE FUTURE

	Base	Actif d'impôt
Provision à fiscalité différée	4 392 379	1 098 095

4.3.1 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différente catégorie de titres	A la clôture de l'exercice	Nombre de titres		Valeurs nominales
		Créés en 2023	Remboursés en 2023	
Actions ordinaires	125 027	-	-	50 €
Droits de vote attachés	125 027			

4.3.2 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Montant à l'ouverture de l'exercice	2023	2022
Capital au 1 ^{er} janvier	6 251 350	6 251 350
Réserves au 1 ^{er} janvier	625 135	625 135
Report à nouveau au 1 ^{er} janvier	11 016 040	11 004 369
Distribution de dividende	10 689 809	8 876 917

Montant à la clôture de l'exercice	2023	2022
Capital au 31 décembre	6 251 350	6 251 350
Réserves au 31 décembre	625 135	625 135
Report à nouveau au 31 décembre	11 063 191	11 016 040

4.4.1 REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément à la Loi, il est indiqué le montant global de toutes rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2023

Didier Courtois-Duverger	Administrateur Président	Montant global 474 442 €
Isabelle Terrel	Administrateur DG	
Florence Brieu	Administrateur	
Georges Eric de la Brunière	Administrateur	
Jean Yves Forel	Administrateur	
Elisabeth de Gaulle	Administrateur	
Mohamed Kallala	Administrateur	
Jean-Pierre Levayer	Administrateur	

Il est précisé qu'il n'y a aucune option de souscription d'actions en cours

4.4.2 REMUNERATIONS GLOBALES VERSEES AUX ORGANES DE DIRECTION

Montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées
1 421 779 €

4.5 AVANCES AUX DIRIGEANTS

Conformément à l'article L. 225-43 du nouveau Code de Commerce, aucune avance ou crédit n'a été allouée aux dirigeants de la société

4.6 VENTILATION DE L'EFFECTIF

Cadres	38
Non-cadres	5
	43

4.7 AFFECTATION DES RESULTATS

Il a été proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de la façon suivante :

Affectation	Résultat 2023 Bénéfice	11 111 779,86 €
	Report à nouveau	11 063 191,38 €
		22 174 971,24 €
	Dividendes 88,50 euros par action	11 064 889,50 €
	Report à nouveau	11 110 081,74 €
		22 174 971,24 €

4.8 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation		Capital	Réserves et R.A.N avant affectation	Quote-part %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances en valeur nette	Montant des cautions et avals donnés	C.A. H. T du dernier exercice	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés	Observations
1. Renseignements détaillés												
A. Filiales (+ de 50 % du capital détenu)												
Médiastone Partners (ex MCI) 5-7, rue de Monttessuy 75007 PARIS SIREN 349 140 962	SA	840 000	413 220	99,99 %	800 266	800 266	-	-	1 548 433	45 264	997 481	Bilan au 31/12/2023
Film & Média Collecting Agency FMCA 6, rue de l'Amiral Hamelin 75116 PARIS SIREN 413 826 801	SAS	38 125	7 561	59,96 %	22 852	22 852	-	-	34 394	10 360	0	Bilan au 31/12/2023
B. Participations (10 à 50 % du capital détenu)												
2. Autres participations Dans des Sociétés françaises												

Cinq derniers exercices

	2019	2020	2021	2022	2023
I. Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social en euros	6 251 350	6 251 350	6 251 350	6 251 350	6 251 350
b) Nombre d'actions émises	125 027	125 027	125 027	125 027	125 027
II. Résultat global des opérations effectives en euros					
a) Chiffre d'affaires hors taxes (loyers, produits financiers ...)	25 912 295	21 400 178	25 149 396	34 786 787	56 225 428
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	14 526 327	11 625 406	14 818 066	17 841 273	15 095 443
c) Impôts sur les bénéfices	4 231 325	2 297 153	3 472 066	3 789 027	3 649 273
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	9 473 544	6 134 928	8 888 587	10 736 960	11 111 780
e) Montant des bénéfices distribués					
Dividendes	9 439 539	6 126 323	8 876 917	10 689 809	11 064 890
III. Résultat des opérations réduit à une action en euros					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	82,34	74,61	90,75	112,39	91,55
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	75,77	49,07	71,09	85,88	88,88
c) Dividende versé par action	75,50	49,00	71,00	85,50	80,50
IV. Personnel					
a) Effectif moyen employés pendant l'exercice	37	37	39	42	42
b) Montant de la masse salariale en euros	3 673 819	3 027 549	3 507 341	3 511 237	3 983 276
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux en euros	2 356 440	2 104 814	2 457 636	2 644 111	2 734 186

Le président présente à l'assemblée :

- les statuts de la société,
- les copies des courriers électroniques de convocation adressés aux actionnaires, avec l'ordre du jour,
- les copies et les avis de réception des lettres de convocation adressées aux commissaires aux comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés et les formules de vote par correspondance des actionnaires ayant choisi ce mode d'expression,
- les comptes annuels, l'inventaire et le tableau des affectations des résultats,
- le rapport de gestion,
- les rapports des commissaires aux comptes,
- la liste des actionnaires,
- la liste des administrateurs,
- le texte des résolutions.

Il déclare que tous les documents devant être communiqués aux actionnaires, conformément à la législation sur les sociétés commerciales, ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.
(...)

Personne ne demandant plus la parole, il présente alors et met aux voix les résolutions suivantes soumises au vote de l'assemblée :

PREMIERE RESOLUTION : *Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2023, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un bénéfice de 11.111.779,86 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable 11.111.779,86 euros, augmenté du report à nouveau de 11.063.191,38 euros, soit la somme de 22.174.971,24 euros, comme suit :

Le bénéfice net comptable de	11.111.779,86 €
Report à nouveau	11.063.191,38 €
Total	22.174.971,24 €
Affectation	
Dividendes global	11.064.889,50 €
Report à nouveau	11.110.081,74 €
Total	22.174.971,24 €

L'assemblée générale constate que le dividende net par action proposé est de 88,50 €.

Par ailleurs, l'assemblée générale ordinaire prend acte des sommes distribuées à titre de dividendes, au cours des trois précédents exercices :

EXERCICE	DIVIDENDE NET PAR ACTION (*)	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2020	49.00 €	6 126 323,00 €
2021	71.00 €	8 876 917,00 €
2022	85.50 €	10 689 808,50 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3.2° du code général des impôts.

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 6, rue de l'Amiral Hamelin - 75116 PARIS.